

GÉORGIE : SOMBRES PERSPECTIVES POUR 2009

***Par le lieutenant-colonel (e.r) Renaud FRANCOIS
Chercheur associé à l'ESISC***

Si 2009 s'annonce comme une année des plus délicates en raison de la crise économique mondiale engendrée par la crise financière de la fin 2008, il se pourrait bien qu'elle soit, pour la Géorgie, une année cruciale, une sorte de dramatique « quitte ou double ».

Amputée, à l'issue du conflit de l'été 2008, de ses deux régions séparatistes – l'Ossétie du sud et l'Abkhazie –, avec une population majoritairement déçue et résignée, un président fortement discrédité et de plus en plus contesté, des investissements étrangers en chute libre et les secteurs clés de l'industrie, de la construction, de l'agriculture et du tourisme, minés par les difficultés, la fin de l'année passée aura tourné au cauchemar pour la Géorgie.

Quel avenir pour ce pays en 2009 ? Rebond ou rechute ? La réponse à cette question dépend de celles qui seront apportées dans les domaines politique, économique et diplomatique.

Un président discrédité et contesté...

Présentées par les autorités géorgiennes comme une tentative de coup d'Etat à la solde de Moscou, les manifestations pacifiques dans les rues de Tbilissi, le 7 novembre 2008, et surtout les conséquences de leur répression brutale ont contraint le président Saakashvili à l'organisation d'une élection présidentielle anticipée. Il ne faisait aucun doute, dans son esprit, que ce scrutin lui donnerait l'occasion de faire la preuve de sa popularité. Réélu le 5 janvier 2008, plus difficilement que prévu, avec 53,47% des voix – quatre ans auparavant, il avait rassemblé sur son nom 96% des électeurs –, le président Saakashvili sort affaibli du scrutin. Le taux de participation avait, lui aussi, suivi la même pente. De 80 à 90% en 2004, il n'était plus que de 56%.

Son principal adversaire, l'homme d'affaires Levan Gachechiladzé, candidat du Conseil national – une coalition regroupant neuf partis d'opposition – obtient, avec près de 26% des voix, un score plus qu'honorable. Les observateurs électoraux internationaux de l'Union européenne et de l'OSCE dénoncent de nombreuses irrégularités, sans pour autant donner satisfaction à l'opposition qui réclame un nouveau décompte ou l'organisation d'un nouveau scrutin.

Point d'orgue d'un premier semestre électoral animé, les élections législatives du 21 mai 2008 consacrent la victoire, surprise et sans partage, du parti du président Saakashvili. Avec

119 sièges sur 150, le Mouvement National bénéficie d'une majorité écrasante et, surtout, dispose de la majorité des 2/3 requise pour une éventuelle révision de la Constitution. Dénonçant des irrégularités, douze élus de la coalition des neuf partis d'opposition et quatre du Parti travailliste refusent de siéger dans ce Parlement. Une fois encore, les observateurs internationaux estiment que les autorités ont échoué à prévenir et empêcher la répétition des irrégularités qui ont gâché le scrutin présidentiel de janvier 2008.

Il aura suffi de quelques jours, en août dernier, pour réduire à néant les atouts politiques que les autorités géorgiennes avaient entre leurs mains. Dans la foulée de la désastreuse aventure militaire – vouée à l'échec dès le départ – de nombreux observateurs ont commencé à poser ouvertement la question des capacités de jugement du président Saakashvili. Au plan international, la Géorgie aura vu se geler, pour au moins plusieurs années, son processus d'adhésion à l'OTAN. Sur le plan de la politique intérieure, entre remaniements ministériels, limogeages et défections, l'entourage immédiat du président Saakashvili aura subi de profonds changements.

a) L'État, c'est lui !

Doté d'une personnalité pour le moins complexe, le président Saakashvili est un leader impétueux dont la croyance sans faille à la maxime « *l'État, c'est moi !*¹ » aura contribué à miner l'idéal démocratique dont il s'était fait le champion. Avec les brutalités policières du 7 novembre 2007 et l'instauration de l'état d'urgence, le président Saakashvili est soudainement apparu, aux yeux même de ses plus fidèles supporters, semblable aux autocrates qu'il se plaisait à dénoncer auparavant.

Pour Scott Horton, un éminent avocat américain spécialiste des droits de l'homme, autrefois son professeur de droit à l'Université de Columbia, et qui compte encore parmi ses amis, « *Micha*, – amical surnom qui lui est attribué par ses partisans² – *a une tendance certaine à l'autoritarisme*³ ». Salomé Zourabichvili, ancienne ministre géorgienne des Affaires étrangères limogée en octobre 2005 et désormais à la tête d'un parti d'opposition, confesse que « *le président Saakashvili n'accepte aucune critique et refuse tout partage du pouvoir* ». Pour elle, il fait preuve « *d'un esprit passéiste et bolchevique qui ne correspond en rien à une attitude moderne et démocratique*⁴ ».

b) Méthodes musclées

Le président Saakashvili s'emporte facilement et ses réactions illustrent, malheureusement trop bien, le caractère souvent très brutal mais jamais neutre de la vie politique géorgienne. C'est ainsi qu'au fil des cinq années passées à la tête de l'État, ses plus fidèles soutiens, issus comme lui de la Révolution des roses, auront déserté, volontairement ou contraints, les allées du pouvoir. Nino Bourjanadzé, ancienne présidente du Parlement, Zurab Noghaideli et Lado Gurgenidze, anciens Premiers ministres, Salomé Zourabichvili, ancienne ministre des Affaires étrangères, Irakli Okruashvili, ancien ministre de la Défense, Giorgi Khaindrava, ancien ministre en charge de la résolution des conflits et Irakli Alasania, ancien représentant de la Géorgie aux Nations unies, figurent au rang des proches les plus emblématiques de Saakashvili qui ont rejoint les rangs de l'opposition.

Dernier départ en date, le 30 janvier, celui de Grigol Mgaloblishvili, Premier ministre éphémère – il n'était en poste que depuis le 1^{er} novembre 2008 – officiellement pour raisons de santé. Cependant, en coulisses, il ne faisait aucun doute que, depuis quelques semaines, le climat se détériorait à la tête de l'exécutif. Des rumeurs insistantes, reprises tant par la presse

¹ Prononcée, en 1655, par le jeune Louis XIV devant le Parlement de Paris.

² En Géorgie, on appelle tout le monde, jusqu'au président, par son prénom ou son diminutif.

³ Dans un article de Clifford J. Levy « *Georgia's future looks like more of the past* » ; *New York Times* du 15 novembre 2007.

⁴ Ibid.

nationale que par les médias internationaux, faisaient état d'un violent différend au cours duquel le président Saakashvili aurait physiquement agressé son Premier ministre et lui aurait jeté à la tête un téléphone portable⁵.

Dans ce qui est apparu être une réponse tardive aux critiques occidentales, le président Saakashvili a soumis au Parlement, mi-décembre 2008, des amendements constitutionnels destinés à renforcer les pouvoirs des parlementaires au détriment de ses pouvoirs présidentiels. Avec un Parlement dominé de la tête et des épaules par son parti, il ne prenait guère de risques. D'autant plus que les différents remaniements ministériels ont épargné sa garde noire, le tout puissant ministre de l'Intérieur, Vano Merabishvili, régulièrement accusé par Sozar Subari, le médiateur de la république et défenseur des droits de l'homme, d'être à la tête de paramilitaires agissant en marge de la loi. Tout comme ils ont épargné Bacho Akhalaya, un proche de Merabishvili, promu vice-ministre de la Défense et dont le sadisme avéré, du temps où il était responsable du système pénitentiaire, a conduit aux mutineries meurtrières de mars 2006.

c) Santé mentale en question

Le comportement du président Saakashvili, au cours de la désastreuse aventure militaire qui l'a opposé à la Russie et tout au long des semaines qui ont suivi, a conduit de nombreux observateurs à se poser la question de sa santé mentale. Refusant de reconnaître l'évidence de sa défaite sans appel, allant même jusqu'à la nier, fuyant ses responsabilités et rejetant ses fautes et ses erreurs sur ses collaborateurs ou la communauté internationale, le président Saakashvili semble totalement déconnecté des dures réalités que son pays va devoir affronter. Dans un article du *New York Times*, le 31 décembre 2008⁶, il déclare candidement qu'il bénéficie toujours d'un soutien populaire intact. Peu de temps auparavant, le 23 décembre, il affirmait à ses concitoyens que le pays était sur « *la voie de la guérison* » et que « *l'Abkhazie et l'Ossétie du sud seraient libérées plus vite qu'on ne le pense* ».

Dans un sondage d'opinions, effectué par le *Caucasus Research Resource Center* peu après les élections législatives du printemps, les Géorgiens n'étaient plus que 26% à faire confiance en leur classe politique. Ils étaient, en revanche, près de 35% à estimer que la direction prise était mauvaise⁷. Questionnés sur leurs préférences, ils étaient 27% à penser que les représentants du peuple devraient consacrer plus de temps à résoudre les problèmes sociaux et plus de 36% à souhaiter un changement de dirigeants en l'absence de résultats rapides et tangibles⁸. Enfin sur le sentiment qu'ils ont d'être entendus par leurs dirigeants, les Géorgiens estiment à près de 38% que seule une action de masse leur permettrait de faire entendre leurs revendications⁹. Il est certain qu'un sondage identique en ce début 2009 ne ferait qu'accentuer ces piètres et inquiétants résultats.

Dans ses *Carnets de route en Géorgie*¹⁰, Jonathan Littell, l'auteur des « *Bienveillantes* » et envoyé spécial pour *Le Monde* 2, fait remarquer à son accompagnateur, Kakha Lomaïa, secrétaire du Conseil de sécurité géorgien, que de nombreux observateurs et dirigeants occidentaux pensent que « *Saakashvili est fou et que l'on ne peut pas lui faire confiance* ». Après un long moment de réflexion, la réponse de Kakha Lomaïa est particulièrement éloquente : « *Je comprends bien que Micha puisse inquiéter les gens. Objectivement, je peux dire, il n'est pas... une personne tout à fait équilibrée* (l'auteur note que ce proche du

⁵http://www.rferl.org/content/BREAKING_Georgian_Prime_Minister_Resigns_For_Health_Reasons/1376979.html

⁶ <http://www.nytimes.com/2008/12/31/world/europe/31georgia.html?pagewanted=1&r=1>

⁷ <http://crrc-caucasus.blogspot.com/2008/10/public-opinion-on-parliament-in-georgia.html>

⁸ <http://crrc-caucasus.blogspot.com/2008/10/public-opinion-on-parliament-in-georgia.html>

⁹ <http://crrc-caucasus.blogspot.com/2008/11/weak-state-institutions-weak-social.html>

¹⁰ http://www.lemonde.fr/europe/article/2008/10/03/carnet-de-route-en-georgie-par-jonathan-littell_1102090_3214.html

président illustre son propos par un geste de balance des deux mains). *Il est... imprévisible, très émotionnel. Et ce ne sont pas les qualités que, personnellement, j'apprécie le plus chez lui* ».

... et une opposition renforcée mais sans programme

Assommée par un cuisant échec, moins de cinq mois après un scrutin présidentiel dont elle était sortie ragaillardie, l'opposition n'aura pourtant pas attendu longtemps pour se voir à nouveau relancée sur le devant de la scène politique géorgienne. La déroute militaire face aux troupes russes, les difficultés économiques auront constitué un tremplin idéal pour son rebond. Avec pour corollaire, cette fois, l'émergence de deux sérieux challengers de poids.

Début octobre 2008, l'ancienne présidente du Parlement, Nino Bourjanadzé, figure historique de la Révolution des roses, qui, avec éclat, avait révélé ses profondes divergences de vue avec les dirigeants du parti du président et refusé de participer aux élections législatives de mai dernier, soumet aux autorités gouvernementales une liste de 43 embarrassantes questions sur le conflit avec la Russie¹¹. Quelques semaines plus tard, elle adresse une lettre ouverte très critique au président Saakashvili, dans laquelle elle estime que la crise politique ne pourra être résolue que par « *un profond changement de la loi électorale, l'abolition des restrictions sur les médias et la tenue d'élections anticipées*¹² ».

En décembre 2008, Irakli Alasania, lui aussi très proche de Saakashvili, démissionne de son poste d'ambassadeur auprès des Nations unies. La veille de Noël, il publie un communiqué dans lequel il accuse le président Saakashvili d'être responsable du déclenchement des hostilités d'août 2008¹³. Et il appelle tous « *les patriotes de bonne volonté à s'unir pour faire face à la crise et restaurer la sécurité, la stabilité et la prospérité* ». Les observateurs estiment qu'Irakli Alasania devrait rapidement rejoindre la toute récente alliance entre le Parti républicain et le Parti des Nouveaux Droits et qu'en cas d'élection présidentielle anticipée, il serait le candidat de cette alliance.

Le principal handicap de l'opposition géorgienne est qu'elle consacre toute son énergie à un seul et unique objectif, la démission de Mikhaïl Saakashvili. Hormis ce leitmotiv, elle semble incapable de formuler le moindre programme politique et économique cohérent. Elle gagnerait cependant beaucoup à oublier, un tant soit peu, le président Saakashvili et à se concentrer sur son rôle essentiel de force de contre-proposition constructive. Entre un président qui ne peut plus, de par la Constitution, se représenter et qui réalise qu'il n'a aucun dauphin suffisamment charismatique pour lui succéder et une opposition pressée de parvenir aux affaires, la situation paraît bloquée.

Des élections législatives anticipées qui aboutiraient à un Parlement beaucoup plus représentatif et équilibré que l'actuel, quasiment monocolore, accroîtraient très certainement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, la crédibilité du président Saakashvili. De telles élections représenteraient un geste important en faveur de la démocratie et permettraient un meilleur équilibre des pouvoirs. La poursuite du dialogue de sourds entre un président autiste et une opposition irréaliste n'est pas de bon augure au seuil d'une année qui, sur le plan économique, est annoncée comme catastrophique.

Chronique d'un désastre économique annoncé

La crise économique mondiale a amplifié les dommages subis par l'économie géorgienne à l'issue du conflit du mois d'août dernier. Les analystes prédisent une croissance du PIB de 2,5% en 2009 alors qu'il culminait à 12,5% en 2007 et qu'il s'élevait déjà à 8,5% au cours de

¹¹ <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=19650&search>

¹² <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=19825&search>

¹³ <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=20191&search>

six premiers mois de 2008. La monnaie nationale a perdu 14% de sa valeur par rapport au dollar depuis septembre 2008.

Selon une étude¹⁴ effectuée par l'*International Finance Corporation* sur le moral des chefs d'entreprises géorgiens, la guerre d'août a eu un impact négatif pour 77% d'entre eux. Cette étude, qui a porté sur plus de 400 entreprises géorgiennes, fait ressortir que les chefs d'entreprises interrogés ont noté une baisse de 3,3% des emplois, principalement dans l'industrie, la construction et le commerce. Par ailleurs, elle montre qu'au lieu d'une augmentation attendue de 16% des revenus, les entreprises ont subi une perte moyenne de 23%.

Le 11 décembre dernier¹⁵, le président Saakashvili a admis que l'économie géorgienne ferait face à certain nombre de difficultés en 2009 mais il s'est volontairement montré optimiste en affirmant que ces difficultés n'avaient aucune commune mesure avec celles du début des années 90. De son côté, l'ancien Premier ministre, Zurab Noghaideli, a prédit une nouvelle dépréciation du Lari¹⁶ si les autorités gouvernementales persistent dans leur politique monétaire actuelle.

Stabilité sera le maître mot pour 2009. Même s'il y a peu d'espoirs de progrès économiques et s'il est illusoire d'envisager, à court terme, le retour à l'intégrité territoriale, des avancées sont néanmoins envisageables dans ces deux domaines. La conférence des bailleurs de fonds pour la Géorgie, qui s'est tenue le 22 octobre dernier à Bruxelles, a permis de réunir la somme de 3,4 milliards d'euros. Ce montant, nettement supérieur aux attentes et à l'estimation des besoins en matière de reconstruction et de soutien à l'économie géorgienne, chiffrés dans un rapport conjoint des Nations unies et de la Banque mondiale à 2,45 milliards d'euros pour la période 2008-2010, devrait constituer un sérieux ballon d'oxygène pour l'économie, en général, et la devise nationale et l'emploi, en particulier.

Le principal problème est de savoir comment cette aide sera utilisée. Les différentes institutions internationales, dont le Fonds monétaire international, ont largement reconnu les indéniables succès de l'économie géorgienne grâce à l'adoption de réformes structurelles et la mise en œuvre de mesures macroéconomiques destinées à améliorer le climat des affaires. Les investisseurs étrangers avaient favorablement répondu aux attentes des autorités géorgiennes en injectant des capitaux à hauteur de 20% du PIB contribuant ainsi à un taux de croissance avoisinant les 12% en 2007 et près de 40% depuis 2003.

En dépit d'une récente diversification, la majeure partie de ces investissements s'est limitée à des travaux sur les infrastructures énergétiques (gazoducs et oléoducs) et d'autres projets d'envergure internationaux, au détriment de l'emploi, du dynamisme et de l'intégration. De plus, les dépenses militaires qui ont bondi depuis 2003 de 1% du PIB à 7% ont « détourné » vers des investissements improductifs des ressources importantes qui auraient été plus bénéfiques sur le plan du développement humain. En dépit des statistiques officielles qui annoncent moins de 30% de la population en dessous du seuil de pauvreté, c'est en réalité la moitié de la population qui se trouve engluée dans le cercle vicieux de la paupérisation.

Le défi le plus urgent pour les autorités est de trouver rapidement une solution au problème des personnes déplacées par les conflits en procédant à des travaux de reconstruction et de réhabilitation des habitations et des infrastructures et en facilitant l'emploi de ces personnes afin d'améliorer leurs conditions de vie. Avec environ 127.000 personnes déplacées lors du dernier conflit, et qui viennent s'ajouter aux 220.000 des conflits précédents, la Géorgie doit trouver une solution viable et durable pour près de 6% de sa population.

¹⁴ http://www.georgiatoday.ge/article_details.php?id=6074

¹⁵ <http://www.civil.ge/eng/article.php?id=20120&search>

¹⁶ La monnaie nationale.

Les capitaux étrangers se sont taris depuis le conflit du mois d'août 2008. Sans une solution au problème des déplacés, les efforts de stabilité politique et de sécurité sont malheureusement voués à l'échec. Et l'objectif du FMI – 580 millions d'euros – pour combler le manque de financement extérieur et restaurer la confiance des investisseurs étrangers risque fort de se résumer à un coup d'épée dans l'eau. L'accent doit être mis sur l'aide à la reconstruction génératrice d'investissements et créatrice d'emplois plutôt que sur l'aide humanitaire. Sans pour autant négliger ce type d'aide, il faut reconnaître qu'elle favorise plus la consommation que l'investissement, qu'elle provoque l'inflation et qu'elle n'incite pas à l'emploi.

L'amélioration des infrastructures, la création de petites et très petites entreprises et la réforme des services publics devraient constituer la priorité des investissements internationaux. Les autorités géorgiennes et les bailleurs de fonds devraient cibler les entreprises privées afin de faciliter et d'encourager l'embauche des personnes déplacées. Dans un climat général ambiant de ralentissement économique et de craintes pour l'avenir, les bailleurs de fonds seront de plus en plus réticents à investir en masse et, sans perspectives de développement dynamique et global, la paix restera illusoire.

CONCLUSION

L'UE qui s'est retrouvée propulsée, avec succès grâce au volontarisme de la présidence française, sur le devant de la scène géorgienne ne doit pas se contenter de se reposer sur ses lauriers. Le succès de la diplomatie européenne en août dernier masque cependant mal le fait qu'elle a « *perdu de vue* » les deux autres conflits gelés – Haut Karabakh et Transnistrie – potentiellement explosifs et stratégiquement importants pour la Russie qui n'hésitera pas à prendre en main le sort de ces deux régions si l'occasion se présente.

Depuis la fin du conflit, la Géorgie n'est plus « *tête de liste* » sur l'agenda des priorités diplomatiques internationales. Certes, ici ou là, les diplomates appellent encore, sans trop de conviction, au respect de l'intégrité territoriale de la Géorgie. Mais en même temps, tandis que les relations UE-Russie reprennent, au nom du « *pragmatisme énergétique* », leur cours normal, le changement d'administration à Washington laisse entrevoir une réactivation des relations américano-russes et une relance de la coopération sur des problèmes hautement plus prioritaires que ceux de la Géorgie.

Malgré les responsabilités évidentes des autorités géorgiennes dans le déclenchement du conflit du mois d'août 2008, le président Saakashvili persiste et signe. S'il a pu se maintenir au pouvoir c'est surtout parce qu'il n'a en face de lui qu'une opposition désunie. Sans un infléchissement de sa position extrémiste et de son discours revancharde – les Abkhazes et les Ossètes ne sont que des parias et le conflit n'est que le résultat d'une agression russe – rien ne semble devoir évoluer. La situation actuelle risque fort de durer, avec de très réelles perspectives de dérapages futurs.

Copyright © ESISC 2009

www.esisc.org